

Lieu de l'ERM : Province du Nord-Kivu, Territoire de Rutshuru, Zone de santé de Rwanguba, Aire de santé de Ntamungenga

Contexte

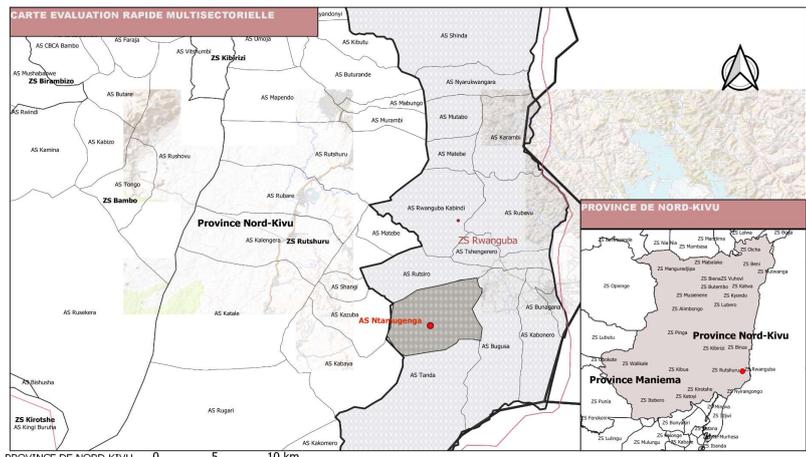
Description de la crise

La province du Nord-Kivu reste marquée par un contexte sécuritaire volatile dû aux attaques et incursions répétées de différents groupes armés contre les FARDC et la population civile. Les affrontements entre la FARDC et les éléments du M23, notamment récemment autour de la prise de la cité de Goma par ces derniers, ont entraîné d'importants mouvements de population vers des zones relativement stables. Par ailleurs, le démantèlement et la fermeture des sites de PDI de Goma ont créé des mouvements de retour des ménages le long de l'axe nord de la ville (axe Rutshuru) ainsi que le long de l'axe ouest (axe Sake jusqu'à Minova dans la province du Sud Kivu). En outre, au cours de l'année 2022, la prise des cités de Kiwanja et Rutshuru par M23 et les affrontements avec la FARDC ont été à l'origine d'important déplacement de populations de Ntamungenga qui pour la plupart se sont réfugiés en Ouganda. Avec une certaine stabilité observée, ces populations réfugiés en Ouganda sont retournés dans leurs zones d'origine. Il faut également souligner que les affrontements entre les groupes armés encore en cours dans la zone de Binza occasionne des déplacements de populations vers Kiwanja, Rutshuru et d'autres localités jugées stables.

Considérant ces mouvements de retour, l'alerte ERM 5718 a été diffusée par OCHA et faisant état de 15793 ménages déplacés et retournés dans la zone de santé de Rwanguba. A la suite des réunions communautaires organisées par SI avec les leaders de la zone afin de trianguler l'information, il est ressorti que la ZS de Rwanguba cumulait un total de 7158 ménages déplacés et retournés depuis le mois de décembre 2024 jusqu'au 29 janvier 2025. Ces ménages sont majoritairement installés dans des familles d'accueil pour les PDI et les ménages retournés sont installés dans des habitations autrefois abandonnées. Ils vivent dans des conditions précaires, exercent une pression supplémentaire sur les ménages hôtes sur les plans alimentaire, d'hébergement, ainsi qu'au niveau des AME et sur les infrastructures communautaires existantes (centres de santé, écoles, etc.).

De manière générale, les 7 localités mentionnées dans l'alerte comme ayant accueilli des déplacés et des retournés sont restés relativement calme depuis 2023. Les mouvements de retours et de déplacés sont continus dans la zone et certains anciens déplacés dans Ntamungenga qui retournent dans leurs zones d'origine.

Dans le but de répondre à la veille humanitaire et d'évaluer les différents besoins humanitaires auprès des ménages, Solidarités International a mené une évaluation rapide multisectorielle dans les villages de l'aire de santé de Ntamungenga. Cette ERM a eu lieu du 22 au 24 février 2025.



PROVINCE DE NORD-KIVU
TERRITOIRE DE RUTSHURU
Zone de Santé de Rwanguba
Aire de Santé de Ntamungenga

Carte produit par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE
Date 20 Février 2025
Source des données : Data.humadata.org
Système de coordonnées de référence : WGS 84

Legende
● AS Ntamungenga
■ Aire de Santé Evaluée
— Rivière
— Parc
— Route
■ ZS Rwanguba

SOLIDARITÉS International

Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/02/2025	22/02/2022	
Date de fin de crise	En cours	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	4693	6747	
Taille moyenne ménages	7,6	-	
Source : équipe d'évaluation			
Accès physique	Voiture		
Accès sécuritaire	Pas de problème		
Présence de la MONUSCO	Non		
Incidents au cours des 2 dernières semaines	0		
Couverture tél.	60%		(estimation)
EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés RDS: Revue de données secondaires GDC: Groupe de discussion communautaire OL: Observations libres			

Conséquences humanitaires

Les principales conséquences humanitaires rapportées sont : les pertes des moyens d'existence des population (notamment de bétail pour l'élevage, les champs, les semences), les destructions des maisons et des infrastructures (écoles), le manque d'accès à la nourriture par manque d'argent, l'arrêt du cycle scolaire, l'émergence de traumatismes psycho-sociaux, et les fragmentations des membres des familles.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)	Âge	Femmes	Hommes
	64+ ans	1,5%	0,6%
18-64 ans	17,0%	16,6%	
6-17 ans	20,1%	21,9%	
7 mois-5 ans	8,5%	9,7%	
0-6 mois	1,7%	2,2%	
Total	48,9%	51,1%	

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	78%
Nutrition	8%
Abris	1%
Articles ménagers essentiels (AME)	5%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	9%
Santé	1%
Education	0%
Nourriture	3%
Moyens de subsistance	0%
Protection	1%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	1%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés			203		
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0,00%	1,31%	23,60%	-	75,09%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	4,10%	-	9,49%	-	86,41%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	2,93%	44,54%	-	-	52,53%
Nutrition	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	85,71%	-	-	-	14,29%
	MAG enfants < 5 ans	N/A	-	N/A	-	N/A
	MAG femmes enceintes et allaitantes	N/A	-	N/A	-	N/A

Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	6,46%	63,96%	19,48%	0,00%	0,00%
	Promiscuité dans les abris		36,48%			
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0,57%	5,14%	67,62%	0,00%	26,67%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	62,15%	3,46%	23,23%	2,62%	8,54%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0,00%	-	17,03%	-	82,97%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0,00%	0,00%	55,98%	21,39%	12,77%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans			55,93%		
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)			Paludisme		
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	84,51%	-	-	-	15,49%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	87,02%	-	-	-	12,98%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	44,44%	-	-	-	55,56%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	82,73%	-	15,41%	-	1,86%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours				69,87%	

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, excepté le score "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègre des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

la crise continue car d'autres personnes continuent à revenir dans la zone et les PDI qui étaient dans la zone retourment vers leurs milieux d'origine.

Besoins prioritaires

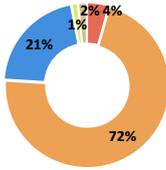
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	75%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	41%
Vouchers / foires	23%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	18%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	0%
Autre	10%
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²	(Fréquence de réponses pondérée)
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	8
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	5
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	0
AME (casserolles, bidons, habits, etc.)	0
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	0
Santé	5
Éducation	2
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	10
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie	Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
<p>Dans le cadre de cette évaluation rapide multisectorielle, une méthodologie diversifiée a été mise en œuvre pour assurer une collecte de données exhaustive et représentative :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une revue des données secondaires a été effectuée sur le site de publication des alertes et lors de civilités auprès des leaders communautaires. - L'organisation de 3 groupes de discussion. - 4 informateurs clés ont été consultés pour obtenir des renseignements précis et ciblés. - 100 enquêtes ménages (EM) ont été menées dans les 10 sous-villages ciblés comme villages d'accueil. <p>Une campagne de sensibilisation a été préalablement menée pour clarifier les objectifs des enquêtes, notamment la triangulation des données issues des groupes de discussion et des informateurs clés, ainsi que l'identification des vulnérabilités spécifiques à la région en fonction des besoins prioritaires. En outre, des visites des ouvrages hydrauliques (sources) et des ouvrages d'assainissement ont été effectuées et des regroupements des personnes déplacées internes (PDI) et des villages afin d'évaluer les conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement.</p>	RDS	Oui	-	-	Indicatifs
	IC distance	Non	-	-	Indicatifs
	IC sur place	Oui	Simple	Aucune	Indicatifs
	GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
	EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
	Obs. libres	Oui	-	-	Indicatifs
			EM	IC	RDS/GDC
	Date de début de l'enquête		22/02/2025	22/02/2025	23/02/2025
	Date de fin de l'enquête		24/02/2025	22/02/2025	24/02/2025
	Organisation		SI	SI	SI
	Mission inter-agence/inter-organisation?		Non	Non	Non
	Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
	RUTSIRO 1&2	1477	37	1	
Ruseke	369	6	1		
KAVUMU 1&2	622	15	1	1	
Buramba 1&2	621	13	1		
Bushandaba	450	4			
Kinogo	293	7			
AMANI 1&2	450	9		1	
Kanzanza	174	3			
KigaliJite	100	3		1	
Tanka	137	3			
Total	4693	100	4	3	

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



Analyse des mouvements de population

D'après les membres des focus groups, la population de Ntamungenga avait quitté leur zone en mars 2021, et c'est en 2022 que le mouvement retour a débuté, ayant toujours lieu jusqu'à aujourd'hui. Au début des affrontements, la majorité des déplacés avait pris la route vers le groupement Djomba en zone de santé de Rutshuru, jusqu'à dépasser la frontière pour rejoindre l'Ouganda voisin. Une autre vague avait pris la route vers le groupement de Gisigari en zone de santé de Rutshuru dans la localité de Rubare. Lors de la prise de Rubare, certains déplacés de Ntamungenga étaient retournés dans leur localité et une minorité avait pris la route vers les sites des déplacés autour de Goma, et ce sont eux qui sont récemment retournés, alors que les autres vagues de retour ont commencé dès 2022. Suite aux affrontements en cours dans la zone de Binza, des populations se sont également déplacés vers Ntamungenga. Ces mouvements retours restent progressifs en date de l'écriture du rapport

	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
1 Déplacés	4%	26%	
2 Retournés	72%	26%	
3 Communauté hôte / autochtones	21%	48%	
4 Réfugiés	1%	0%	
5 Rapatriés / expulsés	2%	0%	
Nombre estimé de ménages par statut			
Déplacés	203	1749	
Retournés	3365	1749	
Communauté hôte / autochtones	984	3249	
Réfugiés	62		
Rapatriés / expulsés	80		
Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée			
Taille moyenne des ménages (EM)	7,6	-	
Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	79%	-	
Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil	31%	-	
Estimation du nombre de familles d'accueil	31	-	
Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)			
Avant la crise		1274	
Après la crise		1749	
Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)			
Avant la crise		999	
Après la crise		1998	
Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)			

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

		< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
		n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	115-125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	>125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	MAG	0	0%	0	0%	0	0%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	115-125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	>125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	MAG	0	0%	0	0%	0	0%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	115-125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	>125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
	MAG	0	0%	0	0%	0	0%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	N/A				
	185-230 mm	0	N/A				
	>230 mm	0	N/A				
	MAG	0	0%				

IC

		< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
		n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	2		3		5	
	115-125 mm	0		0		0	
	MAG	2		3		5	
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	5		5		10	
	115-125 mm	2		5		7	
	MAG	7		10		17	
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	7		8		15	
	115-125 mm	2		5		7	
	MAG	9		13		22	
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0					
	185-230 mm	13				13	
	MAG	13				13	

Analyse Nutrition

La problématique de la nutrition reste encore un défi majeur dans l'AS Ntamungenga. Les informations collectées à travers les entretiens avec les IC de la santé, les groupes de discussions communautaires et les libres observations, montrent que plusieurs cas de malnutrition aigüe globale sont observés chez les enfants de 0 à 5 ans (15 cas de MAS et 7 de MAM) et chez les FEFA (13 cas de MAM). Il convient de signaler que cela est causé par la sous-alimentation suite à une insécurité alimentaire observée dans la zone et le manque de moyen financier des ménages pour se procurer de la nourriture mais également le manque de sensibilisations sur les meilleures pratiques en nutrition. Aussi les ménages retournés et déplacés ont un faible accès à la terre, 43% de ménage pratiquent de l'agriculture de subsistance ce qui a un impact sur les habitudes alimentaires.

Sécurité alimentaire			
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²	EM	IC	Sévérité
	(% de ménages)	(Fréquence de réponses pondérée)	
Travail journalier	18%	0	
Agriculture de subsistance	43%	9	
Agriculture de rente	27%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	9	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	2%	9	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	1%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	9%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	64%	-	
Non	36%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)		Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)		Aucun(e)	
Oui	68%	-	
Non	32%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	3%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	14%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	3%	-	
Les produits sur le marché sont trop chers pour le ménage	43%	-	
Autre	38%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)		Oui	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	59%	9	
Non	40%	0	
Ne sait pas	1%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	2	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	7	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
	EM	IC	Sévérité
	(% de ménages)	(Fréquence de réponses pondérée)	
Production personnelle	35%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	1%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	3%	-	
Marché	17%	-	
Travail pour de la nourriture	69%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	2%	-	
Petit commerce	5%	-	
Vente de braises/charbon, etc.	0%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	2%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	7%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	75%	-	5
1-2 semaines	24%	-	3
3-4 semaines	1%	-	
Plus de 4 semaines	0%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1.47	-	
Pour les adultes femmes	1.49	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1.44	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1.40	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³			
Pauvre (≤28)	86%	-	1
Limite (>28)	9%	-	3
Acceptable (>42)	4%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁴			
Durable (<4)	3%	-	1
Sous pression (<19)	45%	-	3
Crise / urgence (≥19)	53%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

L'évaluation de la sécurité alimentaire dans la zone concernée révèle une situation critique, caractérisée par une vulnérabilité élevée des ménages en termes d'accès et de disponibilité alimentaire.

Moyens de subsistance et accès aux ressources : L'agriculture de subsistance (43%) constitue l'activité dominante, suivie de l'agriculture de rente (27%) et du travail journalier (18%). Cependant, la contribution du petit commerce et d'autres sources de revenus reste marginale, indiquant une forte dépendance à l'agriculture, qui est souvent vulnérable aux chocs climatiques et sécuritaires. 64% des ménages ont accès à la terre, mais 36% en sont privés, ce qui limite leur capacité à produire leur propre nourriture. Aucune perte significative de bétail n'a été rapportée, suggérant une stabilité dans ce secteur, mais l'élevage ne représente pas une source de subsistance majeure.

Accès au marché et contraintes économiques : 68% des ménages ont pu accéder à un marché durant les sept derniers jours. Cependant, 32% en sont exclus en raison de l'éloignement, des risques sécuritaires ou du coût élevé des produits alimentaires. Parmi ceux qui n'ont pas accès aux marchés, 43% indiquent que les prix sont trop élevés, accentuant leur insécurité alimentaire. 59% des ménages ont accès aux services mpsa, ce qui peut potentiellement faciliter l'achat de nourriture via les transferts monétaires. On observe sur les marchés fonctionnels une hausse des prix des denrées alimentaires produites dans la région à cause de la faible production (importante perturbation pluviométrique au cours de la campagne agricole passée), mais aussi une hausse des prix des produits manufacturés venant principalement de l'Ouganda.

Principales sources de nourriture : 69% des ménages dépendent du travail contre de la nourriture. 35% s'approvisionnent via leur production personnelle, mais la durabilité de cette source reste incertaine. Seulement 1% a reçu de l'aide alimentaire, mettant en évidence une insuffisance dans la réponse humanitaire. 75% des ménages n'ont aucune réserve alimentaire, les exposant à une insécurité alimentaire aiguë. La consommation alimentaire est extrêmement réduite avec une moyenne inférieure à 1,5 repas par jour pour toutes les catégories de population, ce qui témoigne d'un état de malnutrition imminent.

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) : aucune assistance alimentaire n'a été octroyée depuis l'arrivée des personnes interrogées dans la zone. 86% des ménages ont un score de consommation alimentaire pauvre, signifiant une alimentation insuffisante en qualité et en quantité. 75% de ménage ne disposent d'aucune réserve alimentaire, seulement 24% ont une réserve alimentaire pouvant couvrir 1-2 semaines.

Indice des stratégies de survie (ISSs / rCSI) : 53% des ménages adoptent des stratégies de survie négatives de niveau "crise/urgence", indiquant qu'ils doivent recourir à des mécanismes extrêmes pour se nourrir.

Abris

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM, IC ²)	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Maison (construction durable)	5%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	72%	3	
Abris d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	12%	0	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	0%	0	
Ecole transformée en centre collectif	0%	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	0	
Autre	11%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Non consensus	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	58%	-	
En famille d'accueil	9%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	31%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	36%	-	2
Non	64%	-	
Ne sait pas	0%	-	

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁵	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	3%	-	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%	-	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	39%	-	2
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	24%	-	
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%	-	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	-	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	7%	-	
Abris d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	6%	-	3
Abris d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%	-	
Abris d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-	
Abris d'urgence ET En famille d'accueil	3%	-	
Abris d'urgence ET Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	5

Analyse Abris
La grande majorité des ménages (72%) vit dans des maisons non durables et délabrées avec une sévérité 2 à 3 selon leur statut d'occupation, ce qui témoigne d'une situation de précarité avancée. 12% des ménages occupent des abris d'urgence (sévérité 4), construits avec des matériaux de fortune, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux intempéries et aux risques sanitaires. Seuls 5% des ménages résident dans des maisons durables. Aucun ménage ne signale vivre dans des centres collectifs ou en extérieur.
Statut d'occupation des logements : 58% des ménages occupent un abri sur une parcelle leur appartenant. 31% sont locataires, ce qui les expose à un risque accru d'expulsion en cas de tensions économiques. 9% vivent en famille d'accueil, ce qui pourrait causer une surcharge des ménages hôtes et accentuer les tensions communautaires. Aucun ménage ne signale vivre dans des sites spontanés ou des centres collectifs, ce qui réduit les options d'intervention via des infrastructures centralisées.
Dégradations des habitations et promiscuité : Un nombre significatif d'habitations a été endommagé partiellement par la crise, bien que le niveau de destruction reste modéré. 36% des ménages vivent dans des conditions de surpeuplement, augmentant les risques sanitaires, de violences domestiques, de tensions intra-ménages et d'absence d'intimité.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Oui	27,1%	-	
Non	71,0%	-	
Ne sait pas	0,7%	-	
Ne se prononce pas	1,2%	-	
Score card AME	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
< 1	1%	-	1
1 - 1.9	5%	-	2
2 - 2.9	68%	-	3
3 - 3.9	0%	-	4
4 - 5	27%	-	5

Analyse AME
L'évaluation des besoins en articles ménagers essentiels (AME) met en évidence une situation préoccupante, en particulier pour les femmes et filles en âge de procréer ainsi que pour les ménages aux ressources limitées. Seules 27,1% des femmes et filles utilisent des kits d'hygiène menstruelle, révélant un accès limité aux produits de gestion menstruelle. 71% de femmes/filles déclarent ne pas en utiliser, ce qui pourrait être dû à un manque de disponibilité, de sensibilisation ou de moyens financiers.
Niveau global d'accès aux AME (Score card AME) : 27% des ménages sont en situation critique (sévérité 5), ayant un accès très limité aux AME. 68% des ménages sont en situation de précarité modérée (sévérité 3), indiquant un accès insuffisant mais partiel aux articles de base. Les ménages en situation de sévérité 3 à 5 (95%) rencontrent des difficultés pour se procurer les articles essentiels tels que les ustensiles de cuisine, matelas, couvertures et vêtements de base.
Selon les FGD, la population affectée par la crise récente ne dispose pas d'AME car la majorité des ménages arrivés récemment ont presque tout perdu, certains ont vendus leurs matériels afin d'avoir des moyens de transport. Ils se partagent donc les AME disponibles, et ont recours à un usage multiple des AME dans le ménage. Bien que les AME soient disponibles sur le marché, les ménages n'ont pas assez de moyens pour s'en procurer.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)			
	EM	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			10
Robinets privés	-	266	
Robinets public / bornes fontaines	-	66	
Puits à pompe / forage	-	0	
Puits creusé aménagé	-	0	
Source naturelle aménagée	-	3	
Source naturelle non-aménagée	-	0	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	0	
Camion-citerne	-	0	
Charrette avec petite citerne	-	0	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	256	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	0	
Type de source d'eau (EM) ⁶			
Source améliorée	73%	-	1
Source non-améliorée	24%	-	3
Eau de surface	3%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	56%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	9%	-	
Pour l'hygiène personnelle	9%	-	
Pour cuisiner	9%	-	
Pour d'autres fins domestiques	9%	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)	Aucun, tous les ménages ont assez d'eau		
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	97%	-	
De 31 minutes à 2 heures	3%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	47%	3	
Les points d'eau sont trop éloignés	1%	5	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	0%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	1%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	1%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	5%	0	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	5%	0	
L'eau est trop chère	34%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	15%	5	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	3%	0	
Autre	1%	2	
Ne sait pas	0%	1	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Tous les membres sans distinction	100%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	0%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁵			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	62%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	3%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	0%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	23%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	0%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	3%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	9%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	17%	-	3
Non	83%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)	Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)		
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)	Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)		
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	25%	-	
Non	75%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	0%	-	
Non	100%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	7	
Eau stagnante	-	1	
Déchets solides domestiques	-	0	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	2	
Aucun	-	0	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{5,7}	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	56%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	21%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	13%	-	5
Ne se prononce pas	0%	-	

Analyse EHA

Accès à l'eau: La majorité des sources d'eau fonctionnelles dans la localité sont des robinets privés selon les informateurs clés, suivi des bornes fontaines publiques, qui sont au nombre de 66 (réhabilitées par SI récemment). Les ménages déclarent pour la majorité d'entre eux (73%) s'approvisionner via une source améliorée, 24% via une source non-améliorée, et 3% via des eaux de surface. En lien avec ces pratiques, le taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans est de 56%, représentant un indice de sévérité à 3/5. Selon les IC, tous les ménages de la localité ont accès à l'eau de boisson en quantité suffisante, indiquant un faible besoin d'assistance en eau. Par ailleurs, la grande majorité des ménages (97%) indique que le temps nécessaire pour collecter de l'eau est inférieur à 30 minutes, ancrant l'accès à l'eau dans la localité dans le respect des standards SPHERE. Ainsi, 47% des ménages déclarent n'avoir aucun problème d'accès à l'eau, les ménages restants évoquant un prix trop élevé au niveau des points de vente de l'eau (34%), un manque de récipients pour stocker l'eau (15%), et un problème de goût (3%). Concernant la sécurité pour se rendre aux points d'eau, la totalité des ménages enquêtés ont indiqué que les problèmes de protection affectent tout un chacun, sans regard du genre ni de l'âge.

Assainissement: L'assainissement dans la localité est critique. La grande majorité des ménages enquêtés déclarent ne pas posséder de dispositif de lavage des mains (83%). Par ailleurs, aucune installations sanitaires améliorées n'existerait dans la localité, et 25% des latrines existantes dans la localité seraient partagées par plus de 4 ménages, les exposant au non respect des standards SPHERE. Selon les IC, les problèmes d'assainissement à signaler au sein de la localité sont : la présence de matière fécale, indiquant une pratique courante de la défécation à l'air libre ; la présence de rongeurs et notamment de rats, se développant dans les contextes d'insalubrité et porteurs de maladies vectorielles ; l'eau stagnante, à la racine d'un certain nombre de maladies hydriques.

Santé

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	89%	-	
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-	
Reste à la maison / se soigne soi-même	5%	-	
Autre	5%	-	
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	89%	-	
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	-	
Reste à la maison / se soigne soi-même	6%	-	
Autre	5%	-	
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)		Non consensus	
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	83%	-	
Entre 1 heure et 2 heures	10%	-	
Entre 2 heures et une demi-journée	7%	-	
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-	
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
A la maison avec famille	-	0	
A la maison avec sage-femme	-	0	
A la maison avec infirmier	-	0	
Centre de santé / d'accueil	-	8	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	0	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	8	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	3	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Diarrhée	56%	-	3
Fièvre	79%	-	
Toux	31%	-	
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Oui	69%	-	
Non	31%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :		IC	
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)	Cas suspects	Cas confirmés	
Paludisme	743	536	
Infection Respiratoire Aigüe	42	50	
Diarrhées aiguës	22	25	
Typhoïde	0	62	
Malnutrition aigüe globale	32	25	
Rougeole	0	0	
Choléra	0	0	
Fièvre jaune	0	0	
Fièvre hémorragique	0	0	
Autre	0	62	
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque grave	
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque modéré	
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)		Oui, un peu	

Analyse Santé

L'évaluation de l'accès aux soins de santé met en évidence des défis critiques liés à l'accès aux services médicaux, la disponibilité des médicaments et la prévalence élevée de maladies infectieuses. Malgré un accès géographique relativement bon, le manque de ressources et d'équipements reste une préoccupation majeure.

Accès aux structures de santé : 89% des ménages consultent des structures de santé formelles (centres de santé, cliniques, hôpitaux). 5 à 6% des ménages préfèrent rester à la maison ou se soigner eux-mêmes, souvent en raison de contraintes financières. 1% se tourne vers des guérisseurs traditionnels, ce qui reste marginal mais révèle des alternatives utilisées en cas de manque de services médicaux. 83% des ménages atteignent une structure de santé en moins d'une heure. 10% mettent entre 1 et 2 heures pour accéder aux soins, ce qui pourrait limiter la rapidité d'intervention en cas d'urgence. Le problème majeur signalé (8% des ménages) est l'incapacité à payer les soins. 3% des ménages évoquent la distance comme un obstacle.

Symptômes fréquents chez les enfants de moins de 5 ans :

- Diarrhée : 56% (sévérité 3), indicateur critique d'une mauvaise qualité de l'eau et de conditions d'hygiène précaires.
- Fièvre : 79%, peut être associée au paludisme ou à des infections virales et bactériennes.
- Toux : 31%, possibilité d'infections respiratoires dues aux conditions de vie et à la pollution de l'air intérieur.

Prévalence des maladies déclarées (cas confirmés) :

- Paludisme : 536 cas confirmés. C'est la maladie la plus répandue et constitue un problème de santé publique majeur.
- Typhoïde : 62 cas confirmés. Indicateur de contamination de l'eau et d'un manque de pratiques sanitaires adéquates.
- Diarrhées aiguës : 25 cas confirmés. Corrélié au manque d'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement.
- Malnutrition aiguë : 22 cas confirmés. Révèle une insécurité alimentaire persistante avec des répercussions sur la santé des enfants.

Protection				
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)		EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)		15%	-	5
Présence d'ENA (IC)		-	Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)		-	N/A	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)		EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Présence de PSH		13%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap		10	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap		4	-	
Nombre total de personnes âgées		1	-	
Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²		Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)		
		H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème		9	2	3
Meurtre		0	0	0
Mutilations / coups et blessures		0	0	2
Violences intercommunautaires		0	3	0
Violences sexuelles		0	5	5
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement		0	0	0
Blessés / morts dus aux mines		0	0	0
Mariage forcé / précoce		0	0	4
Violences conjugales		0	7	0
Séparation des familles		0	0	0
Pillage / vol / cambriolage		0	0	0
Pillage du bétail		0	0	0
Arrestations arbitraires		0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements		0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés		0	0	0
Démobilisation d'acteurs armés		0	0	0
Travaux forcés		0	0	0
Autre		0	0	0
Ne sait pas		0	0	0
Ne se prononce pas		0	0	0
Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²		EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Violence physique ou harcèlement		6%	-	
Déni d'accès à des services		5%	-	
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées		3%	-	
Mariage forcé		0%	-	
Travail forcé		3%	-	
Pas de cas dans le ménage		84%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas		3%	-	
Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²		EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Violence physique ou harcèlement		3%	-	
Déni d'accès à des services		1%	-	
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées		1%	-	
Mariage forcé		2%	-	
Travail forcé		0%	-	
Pas de cas dans le ménage		94%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas		1%	-	
Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)			Non	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²		EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Pas de cas dans la communauté		55%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas		8%	-	
Viol		26%	-	
Agression sexuelle		20%	-	
Violence physique ou harcèlement		23%	-	
Mariage forcé		10%	-	
Déni d'accès à des services		10%	-	
Abus psychologique / émotionnel		2%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)			Oui	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)				
Tensions avec la communauté d'accueil		-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire		-	0	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité		-	0	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers		-	9	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité		-	0	
Autre		-	0	
Ne sait pas		-	0	
Ne se prononce pas		-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)			Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²				
Aucun problème		-	0	
Accaparement des terres		-	5	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques		-	0	
Accès à la terre pour les PDIs		-	7	
Augmentation du coût du loyer		-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs		-	7	
Destruction des cultures ou des animaux		-	3	
Destruction des étangs piscicoles		-	3	
Exploitation des ressources naturelles		-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles		-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires		-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris		-	0	
Insécurité d'occupation		-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété		-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs		-	0	
Problèmes de limites		-	3	
Rareté des terres		-	3	
Remise en cause des transactions foncières		-	0	
Répartition inégale des terres		-	0	
Restitution des biens		-	0	
Successions		-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété		-	0	
Ne sait pas		-	0	
Autre		-	2	

Analyse Protection

L'évaluation révèle une situation critique en matière de protection, marquée par la présence d'enfants non accompagnés, de violences basées sur le genre, d'incidents de violence physique et de tensions sociales liées à l'accès aux ressources.

15% des ménages ont accueilli au moins un enfant non accompagné. Les informateurs clés ne confirment pas la présence généralisée d'ENA, suggérant que le phénomène pourrait être concentré dans certaines zones.

13% des ménages comptent au moins une personne en situation de handicap.

Violences Basées sur le Genre (VBG) : 26% des ménages déclarent des cas de viol dans leur communauté, 20% signalent des cas d'agressions sexuelles, et 23% rapportent des violences physiques ou du harcèlement. 10% des ménages mentionnent également des mariages forcés. Aucun service de prise en charge des VBG n'est disponible, ce qui laisse les survivantes sans protection ni accès à des soins psychologiques et médicaux adaptés.

Autres Incidents de Protection : 6% des ménages ont subi des violences physiques ou du harcèlement, 5% des ménages ont été privés d'accès aux services essentiels, 3% rapportent des cas de recrutement forcé dans des groupes armés, et 3% des ménages ont été soumis au travail forcé. Les femmes sont plus affectées par les violences conjugales (7%), les violences sexuelles (5%) et le mariage forcé (2%).

Risques liés aux Restes Explosifs de Guerre (REG) : Des incidents liés aux REG ont été signalés, ce qui pose des risques élevés pour la sécurité des populations et nécessite une sensibilisation ainsi que des opérations de déminage.

Perception des Déplacés et des Retournés par les Communautés Hôtes : 9% des informateurs clés estiment que les déplacés constituent une main-d'œuvre bon marché, cette perception pouvant engendrer des risques d'exploitation et de travail forcé.

Accès à la Terre et Conflits Fonciers : 7% des informateurs mentionnent des tensions sur l'accès à la terre pour les déplacés internes. 7% signalent des conflits entre agriculteurs et éleveurs, une situation fréquente dans des contextes de pression sur les ressources naturelles. 5% évoquent des cas d'accaparement des terres, augmentant la vulnérabilité des ménages déplacés. Des problèmes de destruction des cultures et d'étangs piscicoles sont rapportés par 3% des informateurs. 3% mentionnent également des litiges fonciers sur les limites des terres.

Mécanismes de Médiation : Un mécanisme communautaire de médiation des tensions existe, ce qui est un point positif pour la gestion des conflits locaux, mais son efficacité n'est pas précisée.

Education

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)

Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)	EM (% de ménages)	Oui	
		IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Moins de 1 heure	83%	-	1
Plus de 1 heure	15%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	2%	-	5

Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Oui	3%	-	-
Non	96%	-	-
Ne sait pas	1%	-	-

Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)

Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Ecoles existantes	-	8	-
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	-
Dehors / sous les arbres	-	0	-
Autre	-	0	-
Ne sait pas	-	0	-

Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Garçons (Primaire)	56%	-	-
Filles (Primaire)	59%	-	-
Garçons (Secondaire)	84%	-	-
Filles (Secondaire)	81%	-	-
Total	70%	-	4

Taux total $\geq 70\%$ = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; $\leq 15\%$ = Sévérité 1

Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Manque de moyens pour payer l'école	47%	-	-
Ecole trop éloignée	1%	-	-
Interruption suite à un déplacement / retour	4%	-	-
Destruction de l'école	0%	-	-
Occupation de l'école	0%	-	-
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	-
Enfant a peur d'aller à l'école	4%	-	-
Absence des enseignants	21%	-	-
Enfant est perturbé (stress, trauma)	1%	-	-
Enfant jamais allé à l'école	2%	-	-
Autre	11%	-	-
Ne se prononce pas	9%	-	-

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

	(Fréquence de réponses pondérée)	
	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	1	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	3	3
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacés, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	6	7
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	80%
Avant la crise	-	75%

Taux total $\geq 70\%$ = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; $\leq 15\%$ = Sévérité 5

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	90%
Avant la crise	-	95%

Taux total $\geq 70\%$ = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; $\leq 15\%$ = Sévérité 5

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	19
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	13

Ratio ≤ 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; ≥ 86 = Sévérité 5

Analyse Education

Selon les informateurs clés et 83% des ménages une école primaire fonctionnelle est disponible à moins d'une heure de marche. Néanmoins, plus de la moitié des ménages indiquent qu'aucun de leurs enfant en primaire n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours, et plus de 80% indique que leurs enfants dans le secondaire indique la même chose. Au total, 70% des enfants (primaire et secondaire inclus) ne sont pas allés à l'école au cours des 14 derniers jours, indiquant un indice de sévérité à 5.

Les raisons principales évoquées qui justifient cette déscolarisation sont : le fait que l'école soit endommagée au point de ne plus pouvoir y aller, ou encore le fait de ne pas pouvoir payer le matériel scolaire ou les frais de scolarité.

APP			
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponse positive)	Sévérité
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)			
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	78%	-	
Nutrition	8%	3	
Abris	1%	3	
AME	5%	0	
EHA	9%	8	
Santé	1%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	3%	3	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	1%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%	0	
Communication	0%	0	
Cash	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	1%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	8	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	5	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	0	
AME	-	0	
EHA	-	0	
Santé	-	5	
Education	-	2	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	10	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	75%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	41%	-	
Vouchers / foires	23%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	18%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	0%	-	
Autre	10%	-	
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²			
Pas de besoin d'information	11%	-	
Où recevoir l'assistance	64%	-	
Comment s'enregistrer pour l'assistance	64%	-	
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	8%	-	
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	14%	-	
Comment donner son feedback	18%	-	
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	4%	-	
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	1%	-	
Les responsabilités du personnel humanitaire	0%	-	
Autre	0%	-	
Préfère ne pas répondre	3%	-	
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²			
Appel téléphonique	40%	-	
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	68%	-	
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	19%	-	
SMS	10%	-	
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	3%	-	
Evénements communautaires	13%	-	
Crieurs publics avec mégaphones	16%	-	
Au travers des leaders communautaires	8%	-	
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	2%	-	
Organisations / comités de femmes	1%	-	
Authorities locales gouvernementales	2%	-	
Authorities locales (police, militaires)	0%	-	
Autre	0%	-	
Préfère ne pas répondre	0%	-	
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²			
Appel téléphonique	54%	-	
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	30%	-	
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	5%	-	
SMS	12%	-	
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-	
Evénements communautaires	4%	-	
Crieurs publics avec mégaphones	3%	-	
Au travers des leaders communautaires	7%	-	
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-	
Organisations / comités de femmes	1%	-	
Authorities locales gouvernementales	2%	-	
Authorities locales (police, militaires)	0%	-	
Autre (préciser)	1%	-	
Préfère ne pas répondre	0%	-	

Analyse AAP

Depuis le début de la crise, 78% de la population interrogée affirme ne pas avoir reçue d'assistance humanitaire. Les informateurs clés évoquent quant à eux des assistance notamment en WASH, nutrition, abris, et nourriture. Concernant les besoins prioritaires, les IC évoquent par ordre de priorité : le cash, la nourriture, les moyens de subsistance et la santé, ainsi que l'éducation.

Face à ces besoins, une majorité significative, soit 75%, a exprimé une préférence pour recevoir de l'aide sous forme d'argent liquide, ce qui leur confère une certaine autonomie pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Concernant la communication sur l'aide humanitaire, une interaction directe avec un travailleur humanitaire est choisie par une majorité soit 68% des personnes. Par ailleurs, 40% des personnes manifestent une préférence pour être informés par l'intermédiaire d'un appel téléphonique.

Conclusions générales et commentaires

L'évaluation rapide multisectorielle menée dans la zone de santé de Rwanguba met en évidence une situation humanitaire préoccupante pour les populations déplacées et retournées. La crise, toujours en cours, affecte fortement les conditions de vie des ménages enquêtés, avec des besoins critiques identifiés dans plusieurs secteurs clés. La zone évaluée compte 4693 ménages dont 203 déplacés, 3365 retournés, 984 autochtones, 62 réfugiés et 80 rapatriés/expulsés. Les ménages interrogés et les consultations communautaires tenues révèlent que les besoins des ménages sont multisectoriels. Ils disposent d'une faible capacité de répondre aux besoins de base de l'ensemble des membres du ménage. Pour toutes les catégories de ménages interrogés, une assistance en cash reste prioritaire. En effet, ce choix leur permet d'avoir une flexibilité pour répondre à leurs besoins essentiels et pour certains d'autres d'initier des activités économiques.

À la suite de cette évaluation, les besoins prioritaires sont les suivants:

Priorité n°1: l'assistance en cash

Priorité n°2: l'assistance en vivres

Priorité n°3: le renforcement des moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc)

Priorité n°4: la santé

Priorité n°5: l'éducation